

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 924)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 15 maggio 1980
(V. Stampato n. 598)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MALFATTI)**

**di concerto col Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale
(SCOTTI)**

**e col Ministro della Marina Mercantile
(EVANGELISTI)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 22 maggio 1980*

Ratifica ed esecuzione delle Convenzioni nn. 145, 146 e 147, adottate a Ginevra il 28 e 29 ottobre 1976 dalla 62^a sessione della Conferenza internazionale del lavoro

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti Convenzioni, adottate a Ginevra il 28 e il 29 ottobre 1976 dalla 62^a sessione della Conferenza internazionale del lavoro:

A) 28 ottobre 1976:

n. 145, concernente la continuità dell'occupazione della gente di mare.

B) 29 ottobre 1976:

n. 146, concernente le ferie annuali retribuite per i marittimi;

n. 147, concernente le norme minime da osservare sulle navi mercantili.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle Convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 9, 16 e 6 delle Convenzioni stesse.

CONVENTION 145**CONVENTION****concernant la continuité de l'emploi des gens de mer**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 13 octobre 1976, en sa soixante-deuxième session;

Ayant noté les termes de la partie IV (Régularité de l'emploi et du revenu) de la recommandation sur l'emploi des gens de mer (évolution technique), 1970;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la continuité de l'emploi des gens de mer, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-huitième jour d'octobre mil neuf cent soixante-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976:

ARTICLE 1.

1. La présente convention s'applique aux personnes qui sont disponibles de manière régulière pour un travail de gens de mer et qui tirent leur revenu annuel principal de ce travail.

2. Aux fins de la présente convention, l'expression « gens de mer » désigne des personnes définies comme telles par la législation ou la pratique nationales ou par des conventions collectives et qui sont habituellement employées comme membres de l'équipage à bord d'un navire de mer autre que:

a) un navire de guerre;

b) un navire affecté à la pêche ou à des opérations qui s'y rattachent directement, à la chasse à la baleine ou à des opérations similaires.

3. La législation nationale déterminera quand un navire sera réputé navire de mer aux fins de la présente convention.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

4. Les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées doivent être consultées de l'élaboration et de la révision des définitions établies en vertu des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ou y être associées de toute autre manière.

ARTICLE 2.

1. Dans chaque Etat Membre où il existe une activité maritime, il incombe à la politique nationale d'encourager tous les milieux intéressés à assurer aux gens de mer qualifiés, dans la mesure du possible, un emploi continu ou régulier et, ce faisant, de fournir aux armateurs une main-d'œuvre stable et compétente.

2. Tous les efforts doivent être faits pour assurer aux gens de mer, soit un minimum de périodes d'emploi, soit un minimum de revenu ou une allocation en numéraire dont l'ampleur et la nature dépendront de la situation économique et sociale du pays dont il s'agit.

ARTICLE 3.

Parmi les mesures permettant d'atteindre les objectifs énoncés à l'article 2 de la présente convention pourraient figurer:

a) soit des contrats ou des accords prévoyant l'emploi continu ou régulier au service d'une entreprise de navigation ou d'une association d'armateurs;

b) soit des dispositions visant à assurer la régularisation de l'emploi grâce à l'établissement et à la tenue de registres par catégorie de gens de mer qualifiés.

ARTICLE 4.

1. Lorsque la continuité de l'emploi des gens de mer ne repose que sur l'établissement et la tenue de registres ou de listes, ces registres et ces listes doivent comprendre toutes les catégories professionnelles de gens de mer selon des modalités que la législation ou la pratique nationales ou les conventions collectives détermineront.

2. Les gens de mer inscrits sur un tel registre ou une telle liste auront priorité d'engagement pour la navigation.

3. Les gens de mer inscrits sur un tel registre ou une telle liste devront se tenir prêts à travailler selon des modalités que la législation ou la pratique nationales ou les conventions collectives détermineront.

ARTICLE 5.

1. Dans la mesure où la législation nationale le permet, l'effectif des registres et des listes des gens de mer est révisé périodiquement afin de le fixer à un niveau correspondant aux besoins de l'activité maritime.

2. Lorqu'une réduction de l'effectif d'un tel registre ou d'une telle liste devient nécessaire, toutes mesures utiles sont prise en vue d'en prévenir ou d'en atténuer les effets préjudiciables aux gens de mer, compte tenu de la situation économique et sociale du pays dont il s'agit.

ARTICLE 6.

Chaque Etat Membre fera en sorte que les règles appropriées concernant la sécurité, l'hygiène, le bien-être ed la formation professionnelle des travailleurs soient appliquées aux gens de mer.

ARTICLE 7.

Dans la mesure où elles ne sont pas mises en application par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale, les dispositions de la présente convention doivent être appliquées par voie de législation nationale.

ARTICLE 8.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 9.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 10.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte com-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

muniqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 11.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 12.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratification et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 13.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 14.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 10

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 15.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 octobre 1976.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signature, ce onzième jour de novembre 1976:

Le Président de la Conférence

MODOLV HAREIDE

*Le Directeur général
du Bureau international du Travail*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENZIONE N. 145

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE

sulla continuità dell'impiego della gente di mare

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e riunitasi il 13 ottobre 1976, nella sua sessantaduesima sessione,

Avendo notati i termini della parte IV (Regolarità dell'impiego e del reddito) della raccomandazione sull'impiego della gente di mare (evoluzione tecnica), del 1970,

Dopo aver deciso di adottare varie proposte relative alla continuità dell'impiego della gente di mare, problema che costituisce il quarto punto all'ordine del giorno della sessione,

Dopo aver deciso che tali proposte avrebbero assunto la forma di una convenzione internazionale,

adotta in questo venticinquesimo giorno di ottobre mille novecento-settantasei, la seguente convenzione che sarà denominata Convenzione sulla continuità dell'impiego (gente di mare) del 1976.

ARTICOLO 1.

1. La presente Convenzione si applica alle persone che sono disponibili regolarmente per un lavoro da gente di mare e che derivano il loro principale reddito annuo da tale lavoro.

2. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « gente di mare » indica le persone definite tali dalla legislazione o dalle pratiche nazionali o da convenzioni collettive e che siano abitualmente

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ingaggiate quali membri dell'equipaggio a bordo di una imbarcazione marittima diversa da:

a) una nave da guerra;

b) una nave adibita alla pesca o ad operazioni direttamente connesse ad essa, alla caccia alla balena o ad operazioni simili.

3. La legislazione nazionale determinerà quando una nave sarà ritenuta imbarcazione marittima ai fini della presente Convenzione.

4. Le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori interessate devono essere consultare al momento della elaborazione e della revisione delle definizioni stabilite in base ai precedenti paragrafi 2 e 3 o parteciparvi in altro modo.

ARTICOLO 2.

1. In ogni Stato Membro ove esista una attività marittima spetta alla politica nazionale incoraggiare tutti gli ambienti interessati ad assicurare alla gente di mare qualificata, nella misura del possibile, un impiego continuo o regolare e, così facendo, di fornire agli armatori una manodopera stabile e competente.

2. Deve essere compiuto ogni sforzo per assicurare alla gente di mare, sia un minimo di periodi di impiego, che un minimo di reddito o una indennità pecuniaria la cui entità e natura dipenderanno dalla situazione economica e sociale del paese in questione.

ARTICOLO 3.

Fra le misure che permettono di raggiungere gli obiettivi di cui all'articolo 2 della presente Convenzione potranno figurare:

a) sia dei contratti che degli accordi che prevedano l'impiego continuo o regolare al servizio di una impresa di navigazione o di una società di armatori.

b) sia delle disposizioni tendenti ad assicurare la regolarizzazione dell'impiego grazie alla redazione ed alla tenuta di registri per categoria di gente di mare qualificata.

ARTICOLO 4.

1. Quando la continuità dell'impiego della gente di mare non dipende che dalla redazione e dalla tenuta di registri o di liste, tali registri e tali liste devono comprendere tutte le categorie professionali di gente di mare secondo le modalità che la legislazione o le pratiche nazionali e le convenzioni collettive determineranno.

2. La gente di mare iscritta su di un tale registro o su di una tale lista avrà priorità d'ingaggio per la navigazione.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

3. La gente di mare iscritta su di un tale registro o su di una tale lista dovrà tenersi pronta a lavorare secondo le modalità che la legislazione o le pratiche nazionali o le convenzioni collettive determineranno.

ARTICOLO 5.

1. Nella misura in cui lo permette la legislazione nazionale, l'effettivo dei registri e delle liste di gente di mare viene rivisto periodicamente al fine di essere determinato ad un livello corrispondente alle necessità dell'attività marittima.

2. Quando si rende necessaria una riduzione dell'effettivo di un tale registro o di una tale lista, verrà adottata ogni misura utile allo scopo di prevenire o di attenuare gli effetti pregiudizievoli alla gente di mare, tenuto conto della situazione economica e sociale del paese in questione.

ARTICOLO 6.

Ogni Stato Membro farà in modo che siano applicate alla gente di mare le norme appropriate concernenti la sicurezza, l'igiene, il benessere e la formazione professionale dei lavoratori.

ARTICOLO 7.

Nella misura in cui non vengono messe in applicazione mediante convenzioni collettive, sentenze arbitrali o in ogni altro modo conforme alla pratica nazionale, le disposizioni della presente convenzione devono essere applicate dalla legislazione nazionale.

ARTICOLO 8.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrate.

ARTICOLO 9.

1. La presente Convenzione vincolerà unicamente i Membri della Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. La Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito la Convenzione entrerà in vigore per ogni Membro dodici mesi dopo la data in cui ne sarà stata registrata la ratifica.

ARTICOLO 10.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunciarla allo spirare di un periodo di dieci anni successivi alla data di entrata in vigore iniziale della convenzione, mediante un atto indirizzato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrato. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro un termine di un anno dopo lo spirare del periodo di dieci anni di cui al paragrafo precedente non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni o, in seguito, potrà denunciare la presente Convenzione allo spirare di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 11.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli verranno comunicate dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 12.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete circa tutte le ratifiche e tutti gli atti di denuncia che avrà registrato in conformità degli articoli precedenti.

ARTICOLO 13.

Tutte le volte che lo riterrà opportuno, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sulla applicazione della presente Convenzione e studierà se sia il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza il problema della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 14.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova Convenzione che comporti una revisione totale o parziale della presente

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Convenzione, e, a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un membro della nuova Convenzione di revisione, comporterebbe, *ipso jure*, nonostante il precedente articolo 10, denuncia immediata della presente Convenzione con la riserva che la nuova Convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione di revisione, la presente Convenzione cesserebbe di restare aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione resterebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i Membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la Convenzione di revisione.

ARTICOLO 15.

La versione francese ed inglese della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantaduesima sessione che si è tenuta a Ginevra e che è stata dichiarata chiusa il 29 ottobre 1976.

IN FEDE DI CHE, hanno apposto la propria firma, in questo undicesimo giorno di novembre 1976.

Il Presidente della Conferenza

MODOLV HAREIDE

*Il Direttore generale
dell'Ufficio internazionale del Lavoro*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION 146**CONVENTION****concernant les congés payés annuels des gens de mer**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 13 octobre 1976, en sa soixante-deuxième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (n. 91) des congés payés des marins (révisée), 1949, à la lumière de la convention (n. 132) sur les congés payés (révisée), 1970, sans pour autant se limiter nécessairement à ce texte, question qui constitue la deuxième point à l'ordre du jour;

Après avoir décidé que ces propositions prendront la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-neuvième jour d'octobre mil neuf cent soixante-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976:

ARTICLE 1.

Pour autant qu'elles ne sont pas mises en application, soit par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de décisions judiciaires, soit par des organismes officiels de fixation des salaires, soit de toute autre manière conforme à la pratique nationale et paraissant appropriée, compte tenu des conditions propres à chaque pays, les dispositions de la présente convention devront être appliquées par voie de législation nationale.

ARTICLE 2.

1. La présente convention s'applique à toutes les personnes employées en tant que gens de mer.

2. Aux fins de la présente convention, l'expression « gens de mer » désigne les personnes employées dans une fonction quel-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

conque à bord d'un navire de mer immatriculé dans le territoire d'un Etat qui aura ratifié la présente convention, autre:

a) qu'un navire de guerre;

b) qu'un navire affecté à la pêche ou à des opérations qui s'y rattachent directement, à la chasse à la baleine ou à des opérations similaires.

3. La législation nationale déterminera quels navires sont réputés navires de mer aux fins de la présente convention après consultation des organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées, s'il ne existe.

4. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, étendre son champ d'application, avec les modifications rendues nécessaires par les conditions propres à l'industrie concernée, aux personnes exclues de la définition des gens de mer par le paragraphe 2, alinéa b), ou à certaines catégories de celles-ci.

5. Tout Membre qui, conformément au paragraphe 4 du présent article, étend, au moment de la ratification, le champ d'application de la présente convention devra spécifier dans une déclaration jointe à ladite ratification les catégories visées par cette extension et, le cas échéant, les modifications rendues nécessaires.

6. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut en outre notifier ultérieurement au Directeur général du Bureau international du Travail, par une déclaration, qu'il étend le champ d'application de la convention à d'autres catégories que celles spécifiées au moment de la ratification.

7. Pour autant qu'il soit nécessaire, l'autorité compétente ou tout organisme approprié dans chaque pays pourra, après consultation des organisations d'armateur et de gens de mer intéressées, s'il en existe, prendre des mesures pour exclure de l'application de la présente convention des catégories limitées de personnes employées à bord de navires de mer.

8. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra, dans le premier rapport sur l'application de celle-ci qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer, avec motifs à l'appui, les catégories qui ont été l'objet d'une exclusion en application des paragraphes 3 et 7 du présent article et exposer, dans les rapports ultérieurs, l'état de sa législation et de sa pratique quant auxdites catégories, en précisant dans quelle mesure il a été donné suite ou il est proposé de donner suite à la présente convention en ce qui concerne les catégories en question.

ARTICLE 3.

1. Les gens de mer auxquels la présente convention s'applique auront droit à un congé payé annuel d'une durée minimum déterminée.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra spécifier la durée du congé annuel dans une déclaration annexée à sa ratification.

3. La durée du congé ne devra en aucun cas être inférieure à trente jours civils pour une année de service.

4. Tout Membre qui a ratifié la présente convention pourra informer le Directeur général du Bureau international du Travail, par une déclaration ultérieure, qu'il augmente la durée du congé spécifiée au moment de sa ratification.

ARTICLE 4.

1. Les gens de mer ayant accompli, au cours d'une année déterminée, une période de service d'une durée inférieure à la période requise pour avoir droit à la totalité du congé prescrit à l'article 3 ci-dessus auront droit, pour ladite année, à un congé payé annuel d'une durée proportionnellement réduite.

2. Aux fins de la présente convention, le terme « année » signifie une année civile ou toute autre période de même durée.

ARTICLE 5.

1. Le mode de calcul de la période de service, aux fins de déterminer le droit au congé, sera fixé par l'autorité compétente ou l'organisme approprié dans chaque pays.

2. Dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays, le service effectué en dehors du contrat d'engagement maritime sera compté dans la période de service.

3. Dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays, les absences du travail pour participer à un cours agréé de formation professionnelle maritime ou pour des motifs indépendants de la volonté des gens de mer intéressés, telles que les absences dues à une maladie, à un accident ou à une maternité, seront comptées dans la période de service.

ARTICLE 6.

Ne seront pas comptés dans le congé payé annuel minimum prescrit au paragraphe 3 de l'article 3 de la présente convention:

a) les jours fériés officiels et coutumiers reconnus comme tels dans le pays du pavillon, qu'ils se situent ou non dans la période congé payé annuel;

b) les périodes d'incapacité de travail résultant de maladies, d'accidents ou de maternité, dans les conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays;

c) les autorisations temporaires d'absence à terre accordées aux gens de mer pendant le contrat d'engagement;

d) les congés compensatoires de toute nature, dans des conditions à déterminer par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

ARTICLE 7.

1. Les gens de mer prenant le congé visé par la présente convention doivent, pour toute la durée dudit congé, recevoir au moins leur rémunération normale (y compris, lorsque cette rémunération comporte des prestations en nature, la contre-valeur en espèces de celles-ci), calculée selon une méthode déterminée par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

2. Les montants dus au titre du paragraphe 1 ci-dessus devront être versés aux gens de mer intéressés avant leur congé, à moins qu'il n'en soit disposé autrement par la législation nationale ou par un accord liant l'employeur auxdits gens de mer.

3. Les gens de mer qui quittent le service de l'employeur ou sont licenciés avant d'avoir pris un congé qui leur est dû doivent recevoir, pour chaque jour de congé dû, la rémunération prévue au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 8.

1. Le fractionnement du congé payé annuel ou le cumul du congé acquis au cours d'une année avec un congé ultérieur pourra être autorisé par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays.

2. Sous réserve du paragraphe 1 du présent article et à moins qu'il n'en soit convenu autrement par un accord liant l'employeur et les gens de mer intéressés, le congé payé annuel prescrit par la présente convention doit consister en une période ininterrompue.

ARTICLE 9.

Dans des cas exceptionnels, des dispositions peuvent être prises par l'autorité compétente ou par l'organisme approprié dans chaque pays pour remplacer le congé annuel dû en vertu de la présente convention par une indemnité en espèces au moins équivalente à la rémunération prévue à l'article 7.

ARTICLE 10.

1. L'époque à laquelle le congé sera pris sera déterminée par l'employeur après consultation et, dans la mesure du possible, avec l'accord individuel des gens de mer intéressés ou de leurs représen-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

tants, à moins qu'elle ne soit fixée par voie réglementaire, par voie de conventions collectives, de sentences arbitrales ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale.

2. Les gens de mer ne pourront être tenus, sans leur consentement, de prendre le congé annuel qui leur est dû à un endroit autre que le lieu d'engagement ou le lieu de recrutement, suivant celui qui est le plus proche du domicile, sauf si une convention collective ou la législation nationale n'en dispose autrement.

3. Les gens de mer qui sont obligés de prendre leur congé annuel alors qu'ils se trouvent à un endroit autre que le lieu autorisé au paragraphe 2 du présent article auront droit au transport gratuit jusqu'au lieu d'engagement ou au lieu de recrutement, suivant celui qui est le plus proche du domicile; leur entretien pendant ce voyage et les frais en rapport direct avec ce voyage seront à la charge de l'employeur, et le temps de voyage ne sera pas déduit du congé payé annuel dû aux gens de mer intéressés.

ARTICLE 11.

Sera considéré comme nul et non avenu tout accord portant sur l'abandon du droit au congé payé annuel minimum prescrit par l'article 3, paragraphe 3, ou, sauf dans les cas exceptionnels visés à l'article 9 de la présente convention, sur la renonciation audit congé.

ARTICLE 12.

Les gens de mer en congé annuel ne seront rappelés que dans les cas d'extrême urgence et après avoir reçu un préavis raisonnable.

ARTICLE 13.

Des mesures effectives, adaptées aux moyens par lesquels il est donné effet aux dispositions de la présente convention, devront être prises, par la voie d'une inspection adéquate ou par toute autre voie, pour assurer la bonne application et le respect des règles ou dispositions relatives aux congés payés.

ARTICLE 14.

La présente convention révise la convention des congés payés des marins (révisée), 1949.

ARTICLE 15.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 16.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 17.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.
2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 18.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.
2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 19.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 20.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 21.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 17 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 22.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 octobre 1976.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce onzième jour de novembre 1976:

Le Président de la Conference

MODOLV HAREIDE

*Le Directeur général
du Bureau international du Travail*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENZIONE N. 146**TRADUZIONE NON UFFICIALE**

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

CONVENZIONE**sul congedo pagato annuale della gente di mare**

La Conferenza generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e riunitasi il 13 ottobre 1976, nella sua sessantunesima sessione;

Dopo avere deciso di adottare varie proposte relative alla revisione della Convenzione (n. 91) dei congedi pagati dei marinai (riveduta), del 1949, alla luce della Convenzione (n. 132) sui congedi pagati (riveduta), del 1970, senza per tanto limitarsi necessariamente a tale testo; problema che costituisce il secondo punto all'ordine del giorno;

Dopo avere deciso che tali proposte prenderanno la forma di una convenzione internazionale,

adotta, questo ventinovesimo giorno di ottobre millecentosettantasei, la seguente convenzione, che sarà denominata Convenzione sui congedi pagati annuali (gente di mare), del 1976:

ARTICOLO 1.

Nella misura in cui non siano applicate, sia mediante convenzioni collettive, sentenze arbitrali o decisioni giudiziarie, sia mediante organismi ufficiali concernenti la fissazione dei salari, sia in ogni altro modo conforme alla pratica nazionale e che appaia appropriato, tenuto conto delle condizioni proprie di ciascun paese, le disposizioni della presente Convenzione dovranno essere applicate dalla legislazione nazionale.

ARTICOLO 2.

1. La presente Convenzione si applica a tutte le persone impiegate in qualità di gente di mare.
2. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « gente di mare » indica le persone impiegate in una qualunque funzione a bordo di una imbarcazione marittima immatricolata nel territorio di uno Stato che abbia ratificato la presente Convenzione, diversa da:
 - a) una nave da guerra;
 - b) una nave adibita alla pesca o ad operazioni direttamente connesse ad essa, alla caccia alla balena o ad operazioni simili.
3. La legislazione nazionale determinerà quali navi sono ritenute imbarcazioni marittime ai fini della presente Convenzione, previa consultazione delle organizzazioni di armatori e di gente di mare interessate, ove esistano in materia.
4. Ogni Membro che ratifichi la presente Convenzione può, previa consultazione con le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori interessate, ove esistano, estendere il proprio campo di applicazione con le modifiche rese necessarie dalle condizioni proprie all'industria interessata, alle persone escluse dalla definizione di gente di mare dal comma b) del paragrafo 2, o ad alcune categorie di queste ultime.
5. Ogni Membro che, conformemente al paragrafo 4 del presente articolo, estenda il campo di applicazione della presente Convenzione, dovrà specificare in una dichiarazione allegata a detta ratifica le categorie previste da tale estensione e, ove occorra, le modifiche che si saranno rese necessarie.
6. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può inoltre notificare ulteriormente al Direttore generale dell'ufficio internazionale del lavoro, mediante una dichiarazione, di estendere il campo di applicazione della Convenzione ad altre categorie diverse da quelle specificate al momento della ratifica.
7. Nella misura in cui sia necessario, l'autorità competente od ogni altro organismo appropriato di ciascun paese potrà, previa consultazione delle organizzazioni di armatori e gente di mare interessate, ove esistano, adottare delle misure al fine di escludere dall'applicazione della presente Convenzione delle categorie limitate di persone impiegate a bordo di imbarcazioni marittime.
8. Ogni Membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà, nel primo rapporto sull'applicazione di quest'ultima che è tenuto a presentare in base all'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del lavoro indicare con motivi a sostegno, le categorie che siano state oggetto di una esclusione in applicazione dei paragrafi 3 e 7 del presente Articolo, nonché esporre nei rapporti successivi, lo stato della propria legislazione e della propria

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

pratica nei confronti delle suddette categorie, precisando in quale misura si sia dato seguito o ci si proponga di dare seguito alla presente Convenzione per quanto attiene alle categorie in questione.

ARTICOLO 3.

1. La gente di mare alla quale si applica la presente Convenzione avrà diritto ad un congedo pagato annuale di una durata minima determinata.
2. Ogni Membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà specificare la durata del congedo annuale in una dichiarazione allegata alla propria ratifica.
3. La durata del congedo non dovrà in nessun caso essere inferiore a trenta giorni civili per un anno di servizio.
4. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione potrà informare il Direttore generale dell'ufficio internazionale del Lavoro, mediante una successiva dichiarazione, che aumenta la durata del congedo specificata al momento della propria ratifica.

ARTICOLO 4.

1. La gente di mare che abbia effettuato, nel corso di un determinato anno, un periodo di servizio di una durata inferiore al periodo richiesto per avere diritto alla totalità del congedo prescritto dal precedente articolo, avrà diritto, per il detto anno ad un congedo annuale retribuito di una durata proporzionalmente ridotta.
2. Ai fini della presente Convenzione, il termine « anno » si riferisce ad un anno civile od ogni periodo della stessa durata.

ARTICOLO 5.

1. Il modo di calcolare il periodo di servizio, ai fini di determinare il diritto al congedo, verrà fissato dalla autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.
2. Alle condizioni che verranno determinate dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese, il servizio effettuato al di fuori del controllo marittimo di impiego verrà conteggiato nel periodo di servizio.
3. In condizioni che verranno determinate dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese, le assenze dal lavoro per partecipare ad un corso convenuto di formazione professionale marittima o per motivi indipendenti dalla volontà della gente di mare interessata, quali le assenze dovute a malattia, ad incidenti o a maternità, verranno conteggiate nel periodo di servizio.

ARTICOLO 6.

Non verranno conteggiati nel congedo pagato annuale minimo prescritto dal paragrafo 3 dell'articolo 3 della presente Convenzione:

- a) i giorni festivi ufficiali e consuetudinari riconosciuti come tali nel paese di bandiera, sia che siano compresi o meno nel periodo di congedo pagato annuale;
- b) i periodi di incapacità lavorativa risultanti da malattia, incidenti o maternità, alle condizioni che verranno determinate dalla autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese;
- c) le autorizzazioni temporanee ad assenze a terra accordate alla gente di mare durante il contratto di impiego;
- d) i congedi compensativi di qualsiasi natura, alle condizioni che verranno determinate dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.

ARTICOLO 7.

1. La gente di mare che usufruisca del congedo previsto dalla presente Convenzione deve, per tutta la durata di detto congedo, ricevere almeno la propria rimunerazione normale (ivi compreso, ove tale rimunerazione comporti delle prestazioni in natura, il contro valore in moneta di queste ultime), calcolata secondo il metodo determinato dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.

2. Gli ammontari dovuti in base al precedente paragrafo 1 dovranno essere versati alla gente di mare prima del loro congedo, a meno che non venga disposto altrimenti dalla legislazione nazionale o da un accordo che vincoli il datore di lavoro alla detta gente di mare.

3. La gente di mare che lasci il servizio del datore di lavoro o che sia licenziata prima di avere usufruito del congedo che le spetta deve ricevere, per ogni giorno di congedo dovuto la rimunerazione prevista dal paragrafo 1 del presente articolo.

ARTICOLO 8.

1. Il frazionamento del congedo pagato annuale o del cumulo di congedi acquisiti nel corso di un anno unitamente ad un congedo successivo potrà essere autorizzato dall'autorità competente o dall'organismo appropriato di ciascun paese.

2. Subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 1 del precedente articolo ed a meno che non venga altrimenti convenuto me-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

diante un accordo che vincoli il datore di lavoro alla gente di mare interessata, il congedo pagato annuale prescritto dalla presente convenzione deve consistere in un periodo ininterrotto.

ARTICOLO 9.

In casi eccezionali l'autorità competente o l'organismo appropriato di ciascun paese possono adottare delle disposizioni per sostituire il congedo annuale dovuto in base alla presente Convenzione con un indennità pecuniaria almeno equivalente alla rimunerazione prevista dall'articolo 7.

ARTICOLO 10.

1. L'epoca in cui il congedo verrà usufruito, sarà determinata dal datore di lavoro previa consultazione, nella misura del possibile, con l'accordo individuale della gente di mare interessata o dai loro rappresentanti, a meno che questa non venga fissata mediante regolamenti, convenzioni collettive, sentenze arbitrali od ogni altro sistema conforme alla consuetudine nazionale.

2. La gente di mare non potrà essere tenuta, senza il proprio consenso, ad usufruire del congedo annuale che le spetta in un luogo diverso dal luogo di assunzione o di ingaggio, a seconda del luogo più vicino al proprio domicilio, a meno che una convenzione collettiva o la legislazione nazionale non dispongano altrimenti.

3. La gente di mare che è obbligata ad usufruire del proprio congedo annuale quando si trovi in un luogo diverso da quello autorizzato dal paragrafo 2 del presente articolo avrà diritto al trasporto gratuito sino al luogo di ingaggio o di assunzione a seconda di quale sia più vicino al domicilio; la propria sussistenza durante il viaggio e le spese in diretto rapporto con tale viaggio saranno a carico del datore di lavoro, e il periodo del viaggio non verrà detto dal congedo pagato annuale dovuto alla gente di mare interessata.

ARTICOLO 11.

Sarà considerato nullo e come non avente avuto luogo ogni accordo che verta sull'abbandono del diritto al congedo pagato annuale minimo prescritto dall'articolo 3, paragrafo 3, o, salvo nei casi eccezionali previsti dall'articolo 9 della presente Convenzione, sulla rinuncia a detto congedo.

ARTICOLO 12.

La gente di mare in congedo annuale non sarà richiamata che in casi di estrema urgenza e dopo aver ricevuto un preavviso ragionevole.

ARTICOLO 13.

Dovranno essere adottate delle misure efficaci, adattate ai mezzi con i quali viene data efficacia alle disposizioni della presente Convenzione, mediante un'adeguata ispezione od ogni altro sistema, per assicurare la buona applicazione e il rispetto delle norme o disposizioni relative ai congedi pagati.

ARTICOLO 14.

La presente Convenzione sostituisce la Convenzione dei congedi pagati dei marinai (riveduta), del 1949.

ARTICOLO 15.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrate.

ARTICOLO 16.

1. La presente Convenzione vincolerà unicamente i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.
2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Membri saranno state registrate dal Direttore generale.
3. In seguito, la presente Convenzione entrerà in vigore per ogni Membro dodici mesi dopo la data in cui ne sarà stata registrata la ratifica.

ARTICOLO 17.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunciarla allo spirare di un periodo di dieci anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della Convenzione mediante un atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrato. La denuncia avrà effetto un anno dopo tale registrazione.
2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione che entro un termine di un anno dallo spirare del periodo di dieci anni di cui al paragrafo precedente, non faccia uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni ed, in seguito, potrà denunciare la presente Convenzione allo spirare di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 18.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri della Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli saranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 19.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, delle informazioni complete riguardo a tutte le ratifiche e a tutti gli atti di denuncia che avrà registrati conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 20.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale, un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà se sia il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza il problema della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 21.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova Convenzione comportante una revisione totale o parziale della presente Convenzione a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica della nuova convenzione comportante una revisione, da parte di un Membro comporterebbe a pieno diritto, nonostante il precedente articolo 17 la denuncia immediata della presente Convenzione, con la riserva che la nuova convenzione comportante revisione, sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione comportante revisione, la presente Convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione resterebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i Membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione riveduta.

ARTICOLO 22.

Le versioni francese e inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione deliberatamente adottata dalla Conferenza generale della Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantaduesima sessione che si è tenuta a Ginevra e che è stata dichiarata chiusa il 29 ottobre 1976.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, in questo undicesimo giorno di novembre 1976.

Il Presidente della Conferenza

MODOLV HAREIDE

*Il Direttore generale
dell'Ufficio internazionale del Lavoro*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION 147

CONVENTION**concernant les normes minima a observer sur les navires marchands**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 13 octobre 1976, en sa soixante-deuxième session;

Rappelant les dispositions de la recommandation sur l'engagement des gens de mer (navires étrangers), 1958, et de la recommandation sur les conditions de vie, de travail et de sécurité des gens de mer, 1958;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux navires où prévalent des conditions inférieures aux normes, en particulier ceux immatriculés sous des pavillons de complaisance, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-neuvième jour d'octobre mil neuf cent soixante-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la marine marchande (normes minima), 1976:

ARTICLE 1.

1. Sous réserve des dispositions contraires figurant dans le présent article, la présente convention s'applique à tout navire de mer, de propriété publique ou privée, affecté, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers ou utilisé à d'autres fins commerciales.

2. La législation nationale déterminera quand un navire sera réputé navire de mer aux fins de la présente convention.

3. La présente convention s'applique aux remorqueurs de mer.

4. La présente convention ne s'applique pas:

a) aux navires dont la voile est le principal moyen de propulsion, qu'ils soient ou non équipés d'une machine auxiliaire;

b) aux navires affectés à la pêche, à la chasse à la baleine ou à des opérations similaires;

c) aux navires de faible tonnage ni aux navires tels que les plates-formes de forage et d'exploitation quand ils ne sont pas utilisés pour la navigation; la décision relative aux navires qui sont visés par la présente disposition sera prise par l'autorité compétente de chaque pays, en consultation avec les organisations les plus représentatives des armateurs et des gens de mer.

5. Aucune disposition de la présente convention ne devra être considérée comme étendant le champ d'application des conventions énumérées dans l'annexe à la présente convention ou d'aucune des dispositions de celles-ci.

ARTICLE 2.

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage:

a) à édicter une législation à l'égard des navires immatriculés sur son territoire en ce qui concerne:

i) les normes de sécurité, y compris celles ayant trait à la compétence de l'équipage, à la durée du travail et à son effectif, afin d'assurer la sauvegarde de la vie humaine à bord des navires;

ii) un régime approprié de sécurité sociale;

iii) les conditions d'emploi à bord et les arrangements relatifs à la vie à bord, dans la mesure où, à son avis, ils ne sont pas couverts par des conventions collectives ou déterminés par des tribunaux compétents d'une façon qui lie de la même manière les armateurs et les gens de mer intéressés;

et à vérifier que les dispositions d'une telle législation équivalent, dans l'ensemble, aux conventions ou aux articles de conventions auxquels il est fait référence dans l'annexe à la présente convention, pour autant que le Membre ne soit pas autrement tenu de donner effet aux conventions en question;

b) à exercer effectivement sa juridiction ou son contrôle sur les navires immatriculés sur son territoire en ce qui concerne:

i) les normes de sécurité, y compris celles ayant trait à la compétence de l'équipage, à la durée du travail et à son effectif, prescrites par la législation nationale;

ii) la mise en œuvre du régime de sécurité sociale prescrit par la législation nationale;

iii) les conditions d'emploi à bord et les arrangements relatifs à la vie à bord prescrits par la législation nationale ou déterminés par des tribunaux compétents d'une façon qui lie de la même manière les armateurs et les gens de mer intéressés;

c) à vérifier que des mesures assurant un contrôle efficace des conditions d'emploi à bord et des autres arrangements relatifs à la vie à bord sont, lorsque le Membre n'exerce pas de juridiction effective, convenus entre les armateurs ou leurs organisations et des

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

organisations de gens de mer constitués conformément aux dispositions fondamentales de la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949;

d) à faire en sorte

i) qu'il existe des procédures adéquates, soumises à la supervision générale de l'autorité compétente et faisant suite, le cas échéant, à des consultations tripartites entre cette autorité et les organisations représentatives d'armateurs et de gens de mer, concernant le recrutement des gens de mer sur des navires immatriculés sur son territoire et concernant l'examen des plaintes déposées à ce sujet;

ii) qu'il existe des procédures adéquates, soumises à la supervision générale de l'autorité compétente faisant suite, le cas échéant, à des consultations tripartites entre cette autorité et les organisations représentatives d'armateurs et de gens de mer concernant l'examen de toute plainte relative à l'engagement et formulée si possible au moment de l'engagement, sur son territoire, de gens de mer de sa propre nationalité sur des navires immatriculés dans un pays étranger et à s'assurer que de telles plaintes, ainsi que toute plainte relative à l'engagement et formulée si possible au moment de l'engagement, sur son territoire, de gens de mer étrangers sur des navires immatriculés dans un pays étranger, soient transmises promptement par l'autorité compétente à l'autorité compétente du pays dans lequel le navire est immatriculé, avec copie au Directeur général du Bureau international du Travail;

e) à faire en sorte que les gens de mer engagés sur des navires immatriculés sur son territoire soient convenablement qualifiés ou formés aux fonctions pour lesquelles ils sont recrutés, compte tenu de la recommandation sur la formation professionnelle des gens de mer, 1970;

f) à vérifier par des inspections ou par d'autres moyens appropriés que les navires immatriculés sur son territoire sont conformes aux conventions internationales du travail applicables en vigueur qu'il a ratifiées, à la législation requise par l'alinéa a) du présent article et, dans la mesure où, compte tenu de la législation nationale, on le considère approprié, aux conventions collectives;

g) à faire une enquête officielle sur tous les accidents maritimes graves impliquant des navires immatriculés sur son territoire, notamment lorsqu'il y a eu blessure ou perte de vie humaine, le rapport final de cette enquête devant normalement être rendu public.

ARTICLE 3.

Tout Membre qui a ratifié la présente convention informera dans la mesure du possible, ses ressortissants des problèmes qui peuvent résulter d'un engagement sur un navire immatriculé dans

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

un Etat qui n'a pas ratifié ladite convention, jusqu'à ce qu'il ait acquis la conviction que des normes équivalentes à celles fixées par cette convention sont appliquées. Les mesures prises à cet effet par l'Etat qui ratifie la présente convention ne devront pas être en contradiction avec le principe de libre circulation des travailleurs stipulé par les traités auxquels ces deux Etats peuvent être parties.

ARTICLE 4.

1. Si un Membre qui a ratifié la présente convention et dans le port duquel un navire fait escale dans le cours normal de son activité ou pour une raison inhérente à son exploitation, reçoit une plainte ou acquiert la preuve que ce navire n'est pas conforme aux normes figurant dans la présente convention, après que celle-ci sera entrée en vigueur, il peut adresser un rapport au gouvernement du pays dans lequel est immatriculé le navire, avec copie au Directeur général du Bureau international du Travail et prendre les mesures nécessaires pour redresser toute situation à bord qui constitue clairement un danger pour la sécurité ou la santé.

2. En prenant de telles mesures, le Membre devra informer immédiatement le plus proche représentant maritime, consulaire ou diplomatique de l'Etat du pavillon et demander à ce représentant d'être présent si possible. Il ne devra pas retenir ou retarder indûment le navire.

3. Aux fins du présent article, on entend par « plainte » toute information soumise par un membre de l'équipage, un organisme professionnel, une association, un syndicat ou, de manière général, toute personne ayant un intérêt à la sécurité du navire, y compris sous l'aspect des risques relatifs à la sécurité ou à la santé de son équipage.

ARTICLE 5.

1. La présente convention est ouverte à la ratification des Membres qui sont parties aux instruments internationaux énumérés ci-après ou, en ce qui concerne ceux visés à l'alinéa c), en ont mis en application les dispositions:

a) la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1960, ou la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974, ou toute convention révisant ces deux conventions;

b) la convention internationale sur les lignes de charge, 1966, ou toute convention la révisant;

c) les règles internationales pour prévenir les abordages en mer de 1960, ou la convention sur les règles internationales pour prévenir les abordages en mer, 1972, ou toute convention révisant ces instruments internationaux.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. La présente convention est en outre ouverte à la ratification de tout Membre qui s'engage, lors de ladite ratification, à satisfaire aux conditions auxquelles le paragraphe précédent subordonne la ratification et qu'il ne remplit pas encore.

3. Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 6.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après la date à laquelle les ratifications d'au moins dix Membres ayant ensemble un tonnage brut de 25 pour cent de la flotte marchande mondiale auront été enregistrées.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 7.

1. Toute Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrée. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Toute Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 8.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail, notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. Quand les conditions énoncées à l'article 6, paragraphe 2, ci-dessus, auront été remplies, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 9.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrée conformément aux articles précédents.

ARTICLE 10.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 11.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 7 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 12.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ANNEXE.

(n. 58) sul l'âge minimum (travail maritime), (révisée), 1936, ou Convention (n. 138) sur l'âge minimum, 1973, ou convention convention (n. 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Convention (n. 55) sur les obbligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936, ou convention (n. 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936, ou convention (n. 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969;

Convention (n. 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946;

Convention (n. 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970 (articles 4 et 7);

Convention (n. 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949;

Convention (n. 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946 (article 5);

Convention (n. 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936 (articles 3 et 4) (1);

Convention (n. 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926;

Convention (n. 23) sur le rapatriement des marins, 1926;

Convention (n. 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948;

Convention (n. 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 octobre 1976.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce onzième jour de novembre 1976:

Le Président de la Conférence

MODOLV HAREIDE

*Le Directeur général
du Bureau international du Travail*

FRANCIS BLANCHARD

(1) Au cas où le strict respect des normes pertinentes de la convention sur les brevets de capacité des officiers, 1936, poserait des problèmes susceptibles de porter préjudice aux systèmes et aux procédures établis par un Etat pour l'octroi des brevets de capacité, le principe d'équivalence d'ensemble s'appliquera afin qu'il n'y ait pas conflit avec les arrangements pris par cet Etat dans ce domaine.

CONVENZIONE N. 147

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE**sulle norme minime da osservare sulle navi mercantili**

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e riunitasi il 13 ottobre 1976 nella sua sessantaduesima sessione;

Ricordando le disposizioni della raccomandazione sull'impiego della gente di mare (navi straniere) del 1958, e quella della raccomandazione sulle condizioni di vita, di lavoro e di sicurezza della gente di mare, del 1958;

Dopo aver deciso di adottare diverse proposte relative alle navi ove prevalgono condizioni inferiori alle norme, in particolare quelle immatricolate sotto bandiere ombra, problema che costituisce il quinto punto dell'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che tali proposte avrebbero assunto la forma di una convenzione internazionale,

adotta in questo ventinovesimo giorno di ottobre millenovecentosettantasei, la seguente convenzione, che sarà denominata Convenzione sulla marina mercantile (norme minime), del 1976:

ARTICOLO 1.

1. Fatte salve le disposizioni contrarie figuranti nel presente articolo, la presente convenzione si applica ad ogni imbarcazione marittima di proprietà pubblica o privata, adibita, per fini commerciali, al trasporto di merci o passeggeri od utilizzata ad altri fini commerciali.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. La legislazione nazionale determinerà quando una nave sarà ritenuta imbarcazione marittima ai fini della presente convenzione.
3. La presente convenzione si applica ai rimorchiatori marittimi.
4. La presente convenzione non si applica:
 - a) alle navi di cui la vela costituisce il principale mezzo di propulsione, che siano o meno munite di un motore ausiliario;
 - b) alle navi adibite alla pesca, alla caccia alla balena o ad operazioni simili;
 - c) alle navi di piccolo tonnellaggio né alle navi quali le piattaforme di sondaggio e di sfruttamento quando non siano utilizzate per la navigazione; la decisione relativa alle navi che sono previste dalla presente disposizione sarà presa dall'autorità competente di ciascun paese in consultazione con le organizzazioni più rappresentative degli armatori e della gente di mare.
5. Nessuna disposizione della presente convenzione dovrà essere considerata come suscettibile di estendere il campo di applicazione delle convenzioni elencate nell'allegato della presente convenzione o di alcune delle disposizioni in esse contenute.

ARTICOLO 2.

Ogni membro che ratifichi la presente convenzione si impegna:

- a) ad emanare una legislazione relativa alle navi immatricolate sul proprio territorio per quanto attiene:
 - i) alle norme di sicurezza comprese quelle relative alla competenza dell'equipaggio, alla durata del lavoro ed al suo effettivo al fine di assicurare la salvaguardia della vita umana a bordo delle navi;
 - ii) ad un regime adeguato di sicurezza sociale;
 - iii) alle condizioni d'impiego a bordo ed agli accordi relativi alla vita di bordo, nella misura in cui, a suo avviso, non siano coperte da convenzioni collettive o stabilite da tribunali competenti in un modo che vincoli nello stesso modo gli armatori e la gente di mare interessata ed a verificare che le disposizioni di una tale legislazione equivalgono, nell'insieme, alle convenzioni o agli articoli di convenzioni ai quali si fa riferimento nell'allegato della presente convenzione, nella misura in cui il membro non sia altrimenti tenuto a dare effetto alle convenzioni in questione;
- b) ad esercitare effettivamente la propria giurisdizione o il proprio controllo sulle navi immatricolate sul proprio territorio per quanto attiene:
 - i) alle norme di sicurezza, ivi comprese quelle relative alla competenza dell'equipaggio, alla durata del lavoro e al suo effettivo, prescritte dalla legislazione nazionale;
 - ii) alla attuazione del regime di sicurezza sociale prescritto dalla legislazione nazionale;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

iii) alle condizioni di impiego a bordo ed agli accordi relativi alla vita di bordo prescritti dalla legislazione nazionale o determinati da tribunali competenti in modo da vincolare nello stesso modo gli armatori e la gente di mare interessati.

c) a verificare che delle misure assicuranti un controllo efficace delle altre condizioni d'impiego a bordo e di altri accordi relativi alla vita di bordo siano, quando un membro non eserciti giurisdizione effettiva, concordati tra gli armatori o le loro organizzazioni ed organizzazioni di gente di mare costituite conformemente alle disposizioni fondamentali della convenzione sulla libertà sindacale e la protezione del diritto sindacale del 1948, e della convenzione sul diritto di organizzazione e di negoziazione collettiva del 1949.

d) a fare in modo:

i) che esistano delle procedure adeguate, sottoposte alla supervisione generale dell'autorità competente e facenti seguito, ove occorra, a consultazioni tripartite tra tale autorità e le organizzazioni rappresentative di armatori e di gente di mare, riguardanti il reclutamento di gente di mare su navi immatricolate sul proprio territorio e riguardanti l'esame dei reclami depositati in merito;

ii) che esistano delle procedure adeguate, sottoposte alla supervisione generale dell'autorità competente facenti seguito, ove occorra, a consultazioni tripartite tra tale autorità e le organizzazioni rappresentative di armatori e di gente di mare riguardanti l'esame di ogni reclamo relativo all'ingaggio e formulato se possibile al momento dell'ingaggio stesso, sul proprio territorio, di gente di mare della propria nazionalità su navi immatricolate in un paese straniero e ad assicurarsi che tali reclami, come ogni reclamo relativo all'ingaggio e formulato se possibile al momento dell'ingaggio stesso, sul proprio territorio, di gente di mare straniera su navi immatricolate in un paese straniero, siano prontamente trasmesse dall'autorità competente, all'autorità competente del paese nel quale è immatricolata la nave, unitamente ad una copia al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro;

e) a fare in modo che la gente di mare impegnata in navi immatricolate sul proprio territorio sia convenientemente qualificata o addestrate alle funzioni per le quali è reclutata, tenuto conto della raccomandazione sulla formazione professionale della gente di mare del 1970;

f) a verificare mediante ispezione od altri mezzi adeguati che le navi immatricolate sul proprio territorio siano conformi alle convenzioni internazionali del lavoro applicabili in vigore che esso abbia ratificate, alla legislazione richiesta dal comma a) del presente articolo e, nella misura in cui, tenuto conto della legislazione nazionale, lo si considera appropriato, alle convenzioni collettive;

g) ad effettuare una inchiesta ufficiale su tutti gli incidenti marittimi gravi riguardanti delle navi immatricolate sul proprio territorio, in particolare quando vi siano feriti o perdite di vite umane, il rapporto finale di tale inchiesta dovendo normalmente essere reso pubblico.

ARTICOLO 3.

Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione informerà, nella misura del possibile, i propri cittadini dei problemi che possono risultare da un ingaggio su di una nave immatricolata in uno stato che non abbia ratificato la detta convenzione, sino a quando non abbia acquisito la convinzione che vengono applicate delle norme equivalenti a quelle fissate dalla presente convenzione. Le misure adottate a tale effetto dallo Stato che ratifica la presente convenzione non dovranno essere in contraddizione con il principio della libera circolazione dei lavoratori stipulato dai trattati dei quali questi due Stati possono essere parti.

ARTICOLO 4.

1. Se un Membro che abbia ratificato la presente Convenzione e nel cui porto la nave faccia scalo nel normale corso della propria attività o per un motivo inerente a ragioni operative riceve un reclamo o acquisisce la prova che tale nave non è conforme alle norme figuranti nella presente Convenzione dopo che questa sarà entrata in vigore, può indirizzare un rapporto al governo del paese nel quale la nave è immatricolata, unitamente ad una copia inviata al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e adottare le misure necessarie per normalizzare ogni situazione che si sia creata a bordo e che costituisce un evidente pericolo per la sicurezza o la salute.

2. Nell'adottare tali misure, il Membro dovrà informare immediatamente il più vicino rappresentante marittimo, consolare o diplomatico dello Stato di bandiera e chiedere a tale rappresentante di essere presente se possibile, inoltre non dovrà indebitamente trattenere o imporre ritardi alla nave.

3. Ai fini del presente articolo, per « reclamo » si intende ogni informazione sottoposta da un membro dell'equipaggio, da un ente professionale, da una associazione, da un sindacato, o generalmente, da ogni persona che abbia interesse alla sicurezza della nave, anche sotto l'aspetto dei rischi relativi alla sicurezza o alla salute del suo equipaggio.

ARTICOLO 5.

1. La presente Convenzione è aperta alla ratifica dei Membri che sono parti degli strumenti internazionali qui sotto elencati o, per quanto attiene a quelli previsti dal comma c) ne hanno applicato le disposizioni:

a) la convenzione internazionale per la salvaguardia delle vite umane in mare del 1960 o del 1974, od ogni convenzione di revisione di queste due convenzioni;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

b) la convenzione internazionale sulla linea di carico del 1966 ed ogni convenzione comportante la revisione della stessa;

c) le norme internazionali per prevenire gli abbordaggi in mare del 1960, o la convenzione sulle norme internazionali per prevenire gli abbordaggi in mare del 1972, od ogni convenzione che comporti la revisione di tali strumenti internazionali.

2. La presente convenzione è inoltre aperta alla ratifica di ogni Membro che si impegni, al momento della detta ratifica a soddisfare le condizioni alle quali il paragrafo precedente subordina la ratifica e che non abbia ancora adempito.

3. Le ratifiche formali della presente convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrate.

ARTICOLO 6.

1. La presente convenzione vincolerà unicamente i Membri della Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore generale.

2. La convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data in cui le ratifiche di almeno dieci Membri aventi insieme un tonnellaggio lordo del 25 per cento della flotta mercantile mondiale saranno state registrate.

3. In seguito, la presente Convenzione entrerà in vigore per ciascun Membro dodici mesi dopo la data in cui la sua ratifica sarà registrata.

ARTICOLO 7.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione può denunciarla allo spirare di un periodo di dieci anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della convenzione, mediante un atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da lui registrato. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la registrazione.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione che, entro un termine di un anno dopo lo spirare del periodo di dieci anni di cui al paragrafo precedente, non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni ed, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione allo spirare di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 8.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli verranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Quando saranno state soddisfatte le condizioni enunciate al precedente paragrafo 2 dell'articolo 6, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 9.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, delle informazioni complete relativamente a tutte le ratifiche e a tutti gli atti di denuncia che avrà registrato conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 10.

Ogni qualvolta che lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione e studierà se sarà il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 11.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova convenzione comportante una revisione totale o parziale della presente convenzione, ed a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova Convenzione comportante una revisione, implicherebbe a pieno diritto nonostante il precedente articolo 7, la denuncia immediata della presente convenzione, subordinatamente al fatto che la nuova convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data dell'entrata in vigore della nuova Convenzione di revisione, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente convenzione resterebbe in vigore in ogni caso nella sua forma e contenuto per i Membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 12.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

ALLEGATO.

Convenzione (n. 138) sull'età minima del 1973, o Convenzione (n. 58) sulla età minima (lavoro marittimo), (riveduta), del 1936, o Convenzione (n. 7) sull'età minima (lavoro marittimo) del 1920;

Convenzione (n. 55) sugli obblighi dell'armatore in caso di malattia o di incidente di gente di mare, del 1936, o Convenzione (n. 56) sull'assicurazione-malattie della gente di mare del 1936, o Convenzione (n. 130) circa le cure mediche e le indennità di malattie del 1969;

Convenzione (n. 73) sull'esame medico della gente di mare del 1946;

Convenzione (n. 134) sulla prevenzione degli incidenti (gente di mare) del 1970 (articoli 4 e 7);

Convenzione (n. 92) sull'alloggio degli equipaggi (riveduta) del 1949;

Convenzione (n. 68) sull'alimentazione e il servizio di tavola (equipaggi delle navi) del 1946 (articolo 5);

Convenzione (n. 53) sui brevetti di capacità degli ufficiali del 1936 (articoli 3 e 4) (1);

Convenzione (n. 22) sul contratto d'ingaggio dei marinai del 1926;

Convenzione (n. 23) sul rimpatrio dei marinai del 1926;

Convenzione (n. 87) sulla libertà sindacale e la protezione dei diritti sindacali del 1948;

Convenzione (n. 98) sul diritto di organizzazione e di negoziazione collettiva del 1949.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantaduesima sessione che si è tenuta a Ginevra e che è stata dichiarata chiusa il 29 ottobre 1976:

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, in questo undicesimo giorno di novembre 1976

Il Presidente della Conferenza

MODOLV HAREIDE

*Il Direttore generale
dell'ufficio internazionale del lavoro*

FRANCIS BLANCHARD

(1) Nel caso in cui lo stretto rispetto delle norme pertinenti della Convenzione sui brevetti di capacità degli ufficiali, del 1936, ponesse dei problemi suscettibili di recar pregiudizio ai sistemi ed alle procedure stabilite da uno Stato per il rilascio dei brevetti di capacità, il principio di equivalenza sostanziale si applicherà affinché non sia in conflitto con gli accordi assunti dallo Stato in tale campo.